

NEWS

B.D.I.C.

SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel
Date : le 15 mai 1986

ISSN 0771-9388
Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique
No : 68



A L'IMPOSITION de la loi martiale, le 13 décembre 81, le code pénal a été augmenté de l'article 282a sur "les activités visant à inciter au désordre public" dont la violation peut entraîner jusqu'à trois ans de prison. Du point de vue des autorités, la presse clandestine constitue la plus grande menace: c'est pourquoi les personnes engagées dans les éditions indépendantes représentent la cible favorite des autorités. Personne jusqu'ici n'a établi une liste des condamnations sur base de cet article mais on peut néanmoins affirmer qu'elles représentent 90% des peines prononcées ces cinq dernières années. Il est à noter que la plupart des accusés sont des ouvriers.

Le processus qui conduit jusqu'à la condamnation par un tribunal est parfois assez compliqué. Les dates des procès, surtout quand l'accusé est une personne connue, sont souvent postposées pour éviter des actions de soutien en Pologne ou à l'étranger. Les autorités avaient pris soin par exemple de ne pas fixer de procès à Varsovie ou dans les autres grandes villes avant le Congrès des Intellectuels pour la Paix. Les exemples de l'impatience des autorités devant le phénomène de la presse clandestine sont nombreux: à Torun, trois rédacteurs et colporteurs du journal indépendant régional Torunski Informator Solidarnosci ont été jugés à la veille du Congrès. Grzegorz Kotwia, Boguslaw Andruchowicz et Wanda Antosiewicz ont quitté la détention préventive après avoir été condamnés à des peines avec sursis.

Dans une autre affaire, pour distribution du Tygodnik Mazowsze et du mensuel Baza, le procès a été reporté. L'accusé Marian Ciarski, ingénieur mécanicien, après plusieurs mois de détention préventive, a été mis en liberté jusqu'à sa prochaine comparution.

A Mikalow, près de Cracovie, six mineurs des mines Piast et Ziemowit ont comparu en décembre dernier. Ils étaient accusés de distribution de tracts incitant la population à demeurer chez elle loin des défilés officiels du 1er mai. Délit qui n'entre pas tout à fait dans le cadre de l'art. 282a, incitation au désordre public. L'accusation ne s'est pas embarrassée de pareilles subtilités juridiques et a mis en évidence le fait que de toute façon, les prévenus visaient à contrer les projets des autorités. Un des accusés, Zbigniew Bogacz, 47 ans, ingénieur des mines, avait joué un rôle important dans la grève de 14 jours de la mine Piast après le 13 décembre 81. Pendant sa détention préventive à Katowice, il a été sévèrement battu dans sa cellule mais cela n'a pas davantage ému le tribunal. Alfred Gnielka, charpentier de Ziemowit, a été accusé en plus de distribution de livres publiés illégalement. Bogacz et Gnielka, considérés comme de "dangereux suspects", sont emprisonnés alors que les autres prévenus ont été libérés après avoir passé quelques mois en prison.

Des procès semblables ont eu lieu à Kielce, Pruszkow et dans d'autres petites villes de Pologne. Nombreux sont ceux accusés de distribution de tracts ou d'affichages incitant à ne pas voter aux dernières élections parlementaires d'octobre. Alors que la loi électorale polonaise reconnaît le droit des citoyens à l'abstention, les autorités poursuivent sous l'art. 282a les polonais usant de ce droit pour "incitation au désordre public".

Un autre procès lié aux "désordres" autour des élections a eu lieu à Torun le 20 janvier. Cette fois, des intellectuels étaient poursuivis: prof. Jan Hanasz, astronome renommé du Centre Copernic d'Astronomie, dr. Zygmunt Turlo, dr. Leszek Zalewski et Piotr Lukaszewski, technicien électronique. Tous les quatre étaient accusés de "piratage télévisuel" pour avoir selon la police surimprimé des slogans anti-élections sur les programmes de la tv. Ils étaient poursuivis pour violation des articles 282a et 287, ce dernier condamnant la production et la possession d'émetteurs sans autorisation valable. Le Tribunal de Torun s'est montré relativement clément: les 4 accusés ont été condamnés à un an de prison avec sursis.

A l'automne dernier, un autre "tv-pirate", Jan Golab, instituteur de Lesna Podkowa, a été jugé selon une procédure accélérée pour le même délit. Le tribunal a alors prononcé une peine de 3 ans de prison ferme. Stanislaw Taube, propriétaire de l'appartement utilisé pour l'émission, a été condamnée à 2,5 ans.

* * * * *

WLADYSLAW FRASYNIUK, leader emprisonné de "Solidarnosc" a finalement pu recevoir la visite de sa mère, grâce aux campagnes menées en Occident en sa faveur. Transféré à la prison de Lubsko à la fin octobre 85, il y a été brutalisé. Un témoin a rapporté que près de 30 gardiens ont sévèrement battu Frasyniuk le 26

mars; parmi eux, Leon Dobierala, un ancien boxeur et Stanislaw Wolinski se sont montrés les plus zélés. Frasyniuk a ensuite été insolé pendant un mois.

TROIS GROUPES INDEPENDANTS de Pologne ont adressé un appel aux organisations d'agriculteurs occidentaux

4°P. 12007

pour la défense de Jozef Teliga, un syndicaliste agricole de 73 ans en prison depuis le 15 septembre 1985, accusé d'espionnage et de trahison. Teliga, résistant de l'Armée de l'Intérieur pendant la 2ème guerre, emprisonné durant la période stalinienne, fut en août 80 un des fondateurs de NSZZ "Solidarnosc" des Agriculteurs Individuels. Dans la clandestinité à partir de décembre 81, il a dirigé le Comité de Résistance des Agriculteurs polonais jusqu'à son arrestation en décembre 83. A sa libération en mai 84, il n'a pas repris ses activités clandestines. Ses amis craignent pour sa santé, Teliga est souffrant, il n'a qu'un poumon.

ADAM HODYSZ, un policier de Gdansk, a été arrêté le 26 octobre 1984 pour "coopération" avec NSZZ "Solidarnosc". Aucune preuve n'ayant pu être présentée pour corroborer cette accusation, il fut néanmoins condamné pour avoir "reçu des pots-de-vin" à 3 ans de prison, peine portée en appel en mars 86 à 6 ans. Il devrait à nouveau être jugé, cette fois, pour tentative de corruption de fonctionnaire. Hodysz, en raison de son attitude intransigeante (il a refusé de reconnaître les "faits"), est considéré comme traître par la police et ferait un bon exemple. On craint qu'il ne quitte pas la prison vivant.

MARIUSZ WILK, co-auteur du best-seller polonais clandestin "Konspira" (Conspiration), a été arrêté le 24 avril et est accusé de violation de l'art. 132, à savoir "coopération avec une organisation étrangère visant à nuire aux intérêts de la RPP". Wilk risque jusqu'à cinq ans de prison. Une copie de contrat avec un éditeur italien pour la publication de "Konspira" en Italie a été découverte par la police lors d'une perquisition à son domicile. Maciej Lopinski, co-auteur de livre, se cache depuis l'arrestation de Wilk.

BEATA GORCZYNSKA, étudiante de 18 ans de Gdansk, a été arrêtée à la fin avril. La police a découvert lors qu'une perquisition chez ses parents 30 exemplaires d'une revue étudiante indépendante. L'évêque Goclowski a mis en évidence les qualités de l'étudiante. Le directeur de l'école, connue pour avoir dénoncé d'autres étudiantes, a refusé d'en faire autant et a déclaré publiquement que "l'ex-étudiante a couvert de honte l'école qui ne pourra de ce fait pas participer au défilé officiel du 1er Mai".

UNE MANIFESTATION commémorant le 5ème anniversaire de la création de NSZZ "Solidarnosc" des Agriculteurs Individuels a eu lieu à Varsovie le 11 mai. Les participants se sont rassemblés sur la place des Trois Croix pour déposer des fleurs devant la statue de Wincenty Witos, leader du parti paysan. La place a été encerclée par la police qui a tenté d'empêcher la foule d'approcher de la statue; la manifestation s'est achevée sans heurts.

LA COMMISSION PROVISOIRE de Coordination (TKK) et OKNO, un groupement de quatre organisations culturelles indépendantes, ont signé un accord de coopération

le 11 mars. Ils y marquent leur intention de travailler ensemble, en Pologne et à l'étranger, pour la réalisation des résolutions du Programme de NSZZ "Solidarnosc". OKNO regroupe le Groupe pour l'Education Indépendante, le Comité pour la culture Indépendante, le Comité Social pour la Science et le Comité Social pour la Santé.

LE COMITE REGIONAL de grève (RKS) de NSZZ "Solidarnosc" de la région de Basse-Silésie et la Curie de Wroclaw font circuler une pétition appelant la population à se déclarer prêt à accomplir une partie de la peine de prison de Wladyslaw Frasnyniuk, en indiquant les jours où les candidats sont disponibles. Le RKS a également organisé des actions de soutien à Frasnyniuk, telles que boycotts des transports en commun, boycotts de l'achat d'alcool et de la presse officielle; l'argent économisé étant versé à un fonds pour les prisonniers politiques.

LES RESPONSABLES du Comité provisoire d'entreprise (TKZ) de NSZZ "Solidarnosc" de l'usine Ursus de Varsovie ont reçu la visite au début février de Olga Barry et Jano Espinosa, éditeurs du "Chile Flash", journal chilien publié en France. Cette rencontre a permis de discuter de la situation politique et syndicale dans les deux pays.

LE MEME TKZ a signé à la fin 85 un accord de coopération avec la section CFDT de l'usine SNECMA de Corbeil en France. Un échange mutuel d'informations entre les deux syndicats a été mis au point.

LES TRAVAILLEURS de l'entreprise Foton de Varsovie ont refusé de percevoir leur salaire et ont interrompu le travail entre les 10-13 mars en signe de protestation contre leur nouvelle échelle de salaires. Leurs paies ont été augmentées après discussion avec la direction qui a réintégré un ouvrier licencié pendant la grève.

DES INSPECTRICES du contrôle de la qualité, employées à l'usine Feniks de Lodz ont récemment gagné trois procédures en justice contre la décision de leur directeur de les réaffecter à leur ancien poste de soudeuses dont elles avaient été transférées en raison des sévères conditions de travail qui avaient affecté leur santé.

LA DIRECTION des Aciéries Lénine a décidé une réduction de 10% du personnel. Une égale diminution des quotas de production n'est pas envisagée.

LES CHAUFFEURS et les mécaniciens de la Compagnie des Transports Municipaux (MZK) de Varsovie ont décidé de ne pas faire d'heures supplémentaires, ni de travailler les jours de congé pour protester contre la nouvelle échelle de salaires. Alors qu'auparavant les ouvriers recevaient une prime de 100% de leur salaire de base pour leur travail presté en heures supplémentaires ou lors de congés, la nouvelle prime horaire a été réduite de 30 zlotys. Les ouvriers demandent une modification de l'échelle ou une augmentation de

5.000 zl. La direction a promis 2.500 zl; les équipes de sécurité de l'entreprise ont interrogé les ouvriers et recherché les meneurs.

LE CONSEIL OUVRIER autogestionnaire du centre de recherche et de développement de l'entreprise de construction Mostostal de Varsovie a confirmé un référendum d'entreprise de mars qui autorise les travailleurs à garder les samedis libres en prestant des heures supplémentaires en semaine. 255 des 256 employés du centre se sont prononcés en ce sens.

LE CONSEIL OUVRIER autogestionnaire de l'usine de ciment Stokbet, près de Poznan, a perdu un procès intenté contre lui par le ministre de l'agriculture. Le tribunal a annulé la résolution du conseil demandant la révocation du directeur de l'entreprise pour mauvaise gestion et pour avoir favorisé l'entreprise de ciment de son fils. 75% du personnel avait soutenu cette résolution. Le tribunal a jugé les arguments injustifiés. Peu après, le directeur a licencié le président du conseil, Bogdan Narozny. Le 21 mars, le conseil a adopté une deuxième résolution demandant sa révocation.

700 DES 4.000 ouvriers de la centrale électrique de Belchatow ont présenté leur démission pour protester contre les hausses de prix du début mars. Suite à cette action, une augmentation des salaires de 15% a été accordée. Lorsque le ministre de l'énergie, le général Piotrowski a visité l'entreprise le 13 mars, il a été accueilli par une bannière suspendue à une ligne à haute tension où "Solidarnosc" souhaitait la bienvenue aux MO et SB (services de police et de sécurités).

LE DIRECTEUR de l'usine de roulements à bille de Krasnik, l'ingénieur Jan Zardecki, a adressé le 5 décembre 85 un avis au personnel annonçant que les logements de l'entreprise ne seraient plus attribués qu'aux travailleurs affiliés aux syndicats gouvernementaux.

LE MINISTRE de l'industrie chimique et légère, Edward Grzywa a déclaré le 31 janvier lors d'une commission parlementaire sur l'industrie que des entreprises polonaises devaient fermer du fait de la détérioration des machines et de l'équipement. Il a cité l'exemple de la ville de Plock où l'année dernière 600.000 litres de gasoil se sont vidés d'un réservoir rongé par la corrosion.

LA DIRECTION de Interfrances de Poznan, une des plus grandes entreprises à capital mixte polono-étranger, a récemment contacté les autorités locales en vue de convertir l'entreprise en coopérative avec participation des ouvriers. Le projet n'a pas dépassé le stade de l'administration régionale.

LE VICE-MINISTRE de la sécurité, Zbigniew Pudysz a déclaré lors d'une commission parlementaire le 28

janvier que le souhait du général Jaruzelski de conduire le 10ème Congrès du Parti dans un climat politique sain, constitue l'objectif majeur des forces de sécurité pour l'avenir. Ce but doit selon lui être atteint en renforçant les actions en vue de la suppression de toutes les structures clandestines, des réseaux d'impression illégale et, par différents moyens légaux, des activités des extrémistes cléricaux.

LE MINISTRE du travail, des salaires et des affaires sociales, Stanislaw Gebala a déclaré, lors d'une récente réunion du Comecon à Sofia, que la possibilité de la réintégration de la Pologne au sein du Fonds Monétaire International dépend grandement de la prochaine Session Générale de l'Organisation Internationale du Travail à Genève. On peut donc s'attendre à ce que les délégations du bloc soviétique à la session de l'OIT redoublent d'efforts afin de discréditer NSZZ "Solidarnosc" et augmentent leur pression en vue de faire reconnaître les syndicats gouvernementaux de Pologne.

EN PREPARATION au 10ème Congrès en juin prochain, les membres du Parti sont interviewés et les éventuels candidats-membres sont soumis à examen. Dans la région de Szczecin, le comité régional du Parti a rédigé un questionnaire à cette fin: dans quelle mesure, êtes-vous capable de contrer l'idéologie et la propagande ennemies; que pensez-vous des activités politiques de l'Eglise; comment doivent-elles être neutralisées par le Parti; que pensez-vous des membres du Parti qui sont croyants. Les membres du Parti ont également pu apprendre lors de réunions que l'Eglise se préparait à prendre le pouvoir.

LES ASSISTANTS-JUGES de la région de Szczecin se sont vu signaler qu'ils avaient à s'affilier au Parti s'ils souhaitaient obtenir quelque avancement.

APRES TCHERNOBYL

- 2 mai, Wroclaw: 20 militants de "Paix et Liberté" avec leur famille ont organisé un sit-in pour protester contre le manque d'informations fournies par l'Union Soviétique et les autorités polonaises après l'accident nucléaire de Tchernobyl et contre le refus soviétique de l'aide étrangère proposée pour réduire les conséquences de la catastrophe. Les manifestants demandaient également l'arrêt de la construction des centrales nucléaires en Pologne. Des slogans de soutien à Greenpeace étaient également diffusés. 1.000 personnes environ ont rejoint le mouvement qui s'est achevé pacifiquement; 5 militants arrêtés par la police ont été relâchés après quelques heures.

- 8 mai, Wroclaw: 50 militant de "Paix et Liberté" ont défilé dans les rues de la ville avec les mêmes slogans que lors du sit-in du 2 mai; ils ont été rejoints par plusieurs centaines de personnes. Les porte-paroles du groupe pacifiste indépendant polonais attendent une augmentation significative de l'intérêt de la population pour les questions de

paix, d'écologie et d'énergie nucléaire suite à l'accident de Tchernobyl et à sa manipulation par les autorités. Ils estiment également que l'inquiétude de la population polonaise a été provoquée par les contradictions entre le ton rassurant des déclarations officielles et les informations provenant de l'Ouest sur la radiation et les victimes.

- 12 mai, Lublijana, Yougoslavie: entre 1.000 et 2.000 jeunes manifestants ont défilé pour protester contre le manque d'information et l'inaptitude du gouvernement yougoslave à informer la société. Appuyée par l'Union Slovène de la Jeunesse Socialiste, la marche a été organisée par le groupe Pacifique de Lublijana qui agit indépendamment dans le cadre de l'Union. La TV yougoslave a diffusé des images du défilé et présenté des interviews d'officiels du Parti soutenant les revendications des jeunes manifestants. Le mouvement "Paix et Liberté" en Pologne et le groupe Pacifiste de Lublijana ont échangé des déclarations de solidarité et de soutien mutuels.

LA CONSTRUCTION de la centrale nucléaire de Zarnowiec (sur la côte Baltique) a jusqu'ici coûté 160 milliards de zlotys; elle n'est pas encore achevée. Elle coûte à chaque polonais environ 4.500 zl par an.

LE SYSTEME d'épuration des eaux de l'hôpital des maladies infectieuses de Varsovie est hors service depuis plus de deux ans. L'insuffisance de moyens financiers est l'explication officiellement présentée pour justifier l'absence de réparation alors que, dans le même temps, 180 millions de zlotys ont été consacrés par la municipalité à la construction d'un monument commémorant les héros des forces de sécurité d'état.

LA 16ème CONVENTION du Congrès Canadien du Travail (CLC) s'est tenue à Toronto du 28 avril au 8 mai. La CLC y a réitéré son appui à NSZZ "Solidarnosc", notant que "le gouvernement de Pologne, en interdisant Solidarnosc, a privé les travailleurs polonais du droit de s'organiser en syndicats libres". La CLC a décidé de faire une démarche auprès de gouvernement fédéral pour qu'il soutienne le demande de restaura-

tion du mouvement syndical libre en Pologne, à travers "Solidarnosc". Dans un message aux délégués, Lech Walesa a remercié l'ancien président de la CLC Dennis McDermott pour son soutien et a salué la nouvelle présidente Shirley Carr. "Solidarnosc" y était représenté par Jerzy Milewski et Wojciech Gilewski.

UN UNIVERSITAIRE polonais a exposé dans la presse clandestine les conséquences des amendements à la loi sur l'enseignement supérieur introduits à l'automne dernier.

Depuis, les propositions de nomination d'assistants et de professeurs présentées par le Conseil Académique d'une université doivent être approuvées par la section du parti communiste de l'université avant d'être adressées au ministre des Sciences et de l'Enseignement Supérieur. Jusqu'à présent, le parti a bloqué les nominations de plus de 100 assistants, soit 10 à 15% de l'ensemble des propositions présentées par les différents conseils académiques depuis fin 85. Ces refus touchent surtout des personnes qui ont organisé des sections de "Solidarnosc" dans leur département ou ont défendu des opinions critiques.

Lors de la dernière conférence des recteurs d'université du 20 mars 86, le ministre Miskiewicz a annoncé qu'une "vérification des cadres" serait menée dans les universités et les écoles supérieures, semblable à la vérification des instituteurs opérée dernièrement. Le critère principal en sera "l'attitude idéo-politique" qui permettra d'écarter les "indésirables" mais nuira à la qualité de l'enseignement.

La participation des étudiants à la gestion des universités a été réduite au minimum; les pouvoirs amendés des comités autogestionnaires étudiants ne sont plus que formels. Le parti n'est cependant pas parvenu à enrôler les étudiants dans ses organisations de jeunesse. Dans la majorité des universités et des écoles supérieures, pas un étudiant n'est membre du parti et seuls 2 à 3% des étudiants sont affiliés à des organisations du parti telles que l'Union de la Jeunesse Socialiste Polonaise.

SOURCES: Biuletyn Lodzki 7.02.86; CDN 12.04.86; KOS 29.12.85, 27.01.86, 30.03.86; Obraz March '86; Tygodnik Mazowsze 3.04.86, 17.04.86; Uncensored Poland News Bulletin 17.04.86, 1.05.86; Wola 24.03.86; Wolny Glos Ursusa 30.03.86, 10.04.86; Z dnia na dzien 14-20.04.86